

La preuve par Ankara

jeudi 1er septembre 2005, par [Alexandre Adler](#)

Le Figaro - 31/08/2005

Les relations entre la France et la Turquie, qui avaient atteint une sorte d'apogée l'année dernière, lorsque la Turquie pensait avoir obtenu une date ferme pour l'ouverture de ses négociations avec l'Union européenne, sont en passe de se dégrader brutalement. La France, en effet, a décidé de se faire l'avocate de la cause chypriote-grecque en assumant le risque d'un blocage de la négociation avec la Turquie. Il faut, pour expliquer cette situation inédite, commencer par la cause du différend, envisager ensuite les conséquences d'une dégradation rapide des relations entre Paris et Ankara, imaginer enfin comment la situation peut soit s'apaiser, soit au contraire se dégrader de manière accélérée.

Chypre tout d'abord. Depuis le début des années 50 et le combat pour l'indépendance de l'île mené par les nationalistes grecs, la communauté turque de Chypre s'est trouvée placée en porte-à-faux permanent. Par crainte d'une marginalisation totale, voire même d'une expulsion sur le modèle de ce qui s'était passé en Crète au début du XX^e siècle, la minorité turque de Chypre a d'abord soutenu le colonisateur britannique, puis, à la conclusion de l'indépendance, obtenu des garanties ainsi qu'une vice-présidence qui sanctionnait ces garanties face à la majorité grecque acquise à l'idée de l'Enosis, c'est-à-dire de l'annexion pure et simple à la Grèce. En 1974, c'est bien cette Enosis qu'un régime des colonels aux abois avait tenté de réaliser au mépris des lois internationales. Le premier ministre socialiste turc, Bülent Ecevit, qui avait pour la première fois associé à son gouvernement des islamistes purs et durs, était aussi précarisé par rapport à une armée très proaméricaine qui doutait quelque peu de sa fidélité atlantique. En organisant, en riposte au coup d'Etat des Grecs, l'invasion immédiate de l'île de Chypre, Ecevit réalisait un triple coup de maître : il s'imposait à son armée jusqu'alors réticente, en exprimant un nationalisme jacobin civil sans faille ; il exploitait dans une petite fenêtre de vulnérabilité l'impopularité des fascistes grecs, et il transformait le statut d'autonomie non territorial de la minorité turque en partition pure et simple, qui finissait au bout de deux ou trois ans par s'inscrire dans une durée indéterminée. Si la Grèce et le gouvernement de Chypre avaient raison de dénoncer ce changement unilatéral du statut de l'île, l'argumentaire grec était néanmoins affaibli non seulement par le refus de la majorité de rétablir effectivement un statut inattaquable pour la minorité, mais surtout par la violation initiale de l'ancien statut qui était apparu bien insuffisant pour protéger les citoyens turcs de Chypre.

Si l'on ajoute à cela que le Parti communiste très prosoviétique Akel était alors la formation politique de loin la plus importante chez les Grecs chypriotes et que la Turquie traversait à la même époque une crise d'identité terrible d'où aurait pu résulter l'implosion de ses rapports avec l'Otan, on comprendra l'engagement tacite des Etats-Unis, et plus discrètement des Européens, pour le maintien d'un statu quo à Chypre.

Depuis lors, le monde a changé. Et tout d'abord la Turquie : cette dernière, en effet, est redevenue le phare de la démocratie et de la modernité dans le monde musulman. Dans ces conditions nouvelles et favorables, la diplomatie européenne, emmenée à l'époque par Alain Juppé, avait apporté un début de solution à cette lancinante question de Chypre. Les Européens, en effet, acceptaient l'intégration immédiate de la partie grecque de l'île, revendication longtemps avancée sans succès par Athènes, et laissaient entrevoir à la Turquie la possibilité d'une intégration européenne à terme, dont l'une des conditions devenait la fin de la partition de l'île en deux zones étanches. Grâce à cette percée, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, était en mesure de réunir Grecs, Turcs et les deux communautés chypriotes autour d'un compromis dynamique, dans lequel chacun devait faire de douloureuses

concessions. Pour faire vite, la partie grecque entérinait la division en deux zones, mais elle récupérait des territoires, reconstituait un gouvernement fédéral et contraignait la Turquie à rapatrier par expulsion plusieurs dizaines de milliers de colons qu'elle avait implantés après 1974.

Dans l'actuel cercle vertueux qu'a créé l'intégration européenne actuelle, une nouvelle génération d'hommes politiques grecs, la majorité de la classe politique turque, et, malgré ses réticences, l'état-major turc lui-même avaient accepté le compromis Annan, qui fut ratifié par référendum par une grande majorité des Turcs chypriotes aujourd'hui représentés par un nouveau gouvernement libéral et proeuropéen.

En revanche, dans la partie grecque, un nouveau gouvernement de coalition rassemblant la gauche traditionnelle et les nationalistes les plus intransigeants avait fait repousser l'accord avec les Turcs par une large majorité référendaire. Cette rebuffade n'empêchait pas la Turquie d'accepter de poursuivre des relations commerciales normales avec la partie grecque de Chypre, tout en réservant à l'adoption d'un nouveau compromis le moment décisif de la reconnaissance étatique de l'île.

Si une crise grave devait survenir et que l'Europe revenait sur sa parole, nous verrions se déployer un double phénomène : d'une part, l'expression, notamment dans les rangs islamistes, d'un rejet de l'Europe qui serait un retour en arrière ; d'autre part, l'intérêt, dans la classe dirigeante politique et militaire, pour un rapprochement alternatif avec les Etats-Unis qui pourraient parfaitement faire entrer la Turquie, tout comme l'Australie, dans leur propre union douanière, l'Aléna. L'enjeu, pour l'Europe et pour la France, serait alors très sérieux. La Turquie avec ses 65 millions d'habitants, sa forte croissance et ses infrastructures en plein développement, se fermerait durablement à nos entreprises, et les autres nations européennes finiraient tout de même par imposer l'ouverture de pourparlers. La France les subirait pour éviter une crise globale de ses relations avec ses principaux partenaires, mais elle ne tirerait plus aucun bénéfice de sa position initialement courageuse en faveur d'Ankara. Il est encore temps de calmer le jeu, les esprits, et de consolider le principal allié de l'Europe dans une région qui ne manquera pas d'être agitée par la tempête avec les nouvelles ambitions nucléaires de l'Iran et l'instabilité croissante du Machrek arabe.